



vigie

L'OBSERVATOIRE
DE L'ADMINISTRATION
PUBLIQUE

Réformes... Tendances...

- ▶ Union Européenne - *Stratégie pour une Union élargie*
- ▶ Belgique - *Un label social, clef de la mondialisation*
- ▶ Saskatchewan - *Partenariat pour la prospérité*
- ▶ OCDE - *La « gouvernance publique distribuée »*
- ▶ Europe - *Un réseau sur les services publics en Europe*

Livres... Rapports...

- ▶ Suède - *L'état des lieux de l'État providence*
- ▶ Union Européenne - *Réponses aux défis de la mondialisation*
- ▶ États-Unis - *L'avenir des métropoles américaines*
- ▶ Finlande - *Finances publiques et politiques sociales*
- ▶ Canada, Suède, États-Unis - *Typologies des politiques de l'État providence*
- ▶ France - *L'État peut-il réussir ses réformes?*

Réformes... Tendances...

▶ UNION EUROPÉENNE *Stratégie pour une Union élargie*

Treize pays sont candidats à l'entrée dans l'Union Européenne. Dix viennent d'être officiellement acceptés et deviendront des États membres dès 2003. La Commission européenne délivre un message stratégique à tous ces pays, d'une part en faisant état des progrès réalisés par chacun d'eux sur la voie de l'adhésion et, d'autre part, en leur indiquant la marche à suivre pour finaliser ce processus. Les trois pays provisoirement recalés (Bulgarie, Roumanie et Turquie) font l'objet de recommandations spécifiques. Décrivant le contexte général de l'Europe à la veille de l'élargissement, la Commission insiste sur trois points : la réussite de la stratégie de préadhésion qui a accéléré les transformations dans les pays candidats, la poursuite des négociations d'adhésion et la globalité du processus de l'élargissement, en précisant que l'Union soutient pleinement les candidats non retenus. La Commission rappelle enfin que l'explication de l'élargissement est de la responsabilité des États membres ou candidats, et que l'élargissement nécessite une soigneuse préparation administrative au sein des institutions de l'Union.

<http://europa.eu.int/comm/enlargement/report2002>

► BELGIQUE

Un label social, clef de la mondialisation

Le « label social » créé en Belgique est un outil offert aux entreprises et aux consommateurs désireux de s'attaquer aux conditions de travail inhumaines qui persistent dans le monde. Ce label identifiera les produits pour lesquels l'ensemble de la chaîne de production respecte les huit conventions de base de l'Organisation Internationale du Travail (OIT). L'entreprise qui demandera le label pour un de ses produits devra donc apporter la preuve que, comme elle-même, les sous-traitants et les fournisseurs ayant participé à la production, respectent également ces conventions. Sur la base d'un cahier des charges, des entreprises d'audit social accréditées par le ministère des Affaires économiques contrôleront l'ensemble de la filière de production. En cas de non-respect des conventions de l'OIT, des amendes pouvant s'élever à plusieurs millions d'euros seront appliquées. Les consommateurs seront avertis de ce qu'ils achètent à travers un pictogramme apposé sur les produits. Ce pictogramme indiquera également une adresse pour s'informer. Par cette loi, on espère créer, via les entreprises, des « locomotives sociales » qui contribueront à l'amélioration du bien-être dans les pays concernés.

http://mineco.fgov.be/protection_consumer/social_label/home_fr.htm

► SASKATCHEWAN

Partenariat pour la prospérité

Partnership for Prosperity désigne la stratégie économique élaborée par le gouvernement de la Saskatchewan avec la participation de milliers de citoyens de la province. Cette initiative vise à bâtir une économie diversifiée, compétitive et innovante. Pour s'informer sur l'atteinte des cibles de ce plan d'action, le public dispose désormais d'un tableau de bord (*Progress Report*). Celui-ci est divisé en trois grandes parties illustrant chacune un objectif de prospérité : celle de la population, celle des affaires et celle des territoires. Ces parties s'ancrent à leur tour sur des objectifs stratégiques, évalués par des cibles chiffrées et datées, dont on indique les avancées. À titre d'exemple, la partie *prosperous people* comprend six objectifs : plein emploi, baisse des taxes, augmentation des débouchés pour les jeunes, préparation à la nouvelle économie, accès aux technologies et amélioration de la situation des Premières nations et des Métis. Parmi les cibles correspondant à ces objectifs, on citera, d'ici 2005, l'accroissement du nombre de travailleurs ayant suivi des études postsecondaires de 15 %, celui des emplois de 30 000 ou encore celui des familles branchées à Internet de 40 %.

<http://www.saskprosperity.sk.ca>

► OCDE

La « gouvernance publique distribuée »

La « gouvernance publique distribuée » concerne la protection de l'intérêt public face à la prolifération des entités organisationnelles séparées des ministères centraux telles que les agences. Le contrôle exercé sur ces organismes par les administrations centrales est-il adéquat? Quelle est la meilleure façon pour ces organismes de rendre compte? Quelles formes organisationnelles sont les mieux adaptées aux actions publiques? Afin de fournir aux pays membres des pistes de réflexion sur ces questions, l'OCDE a mis en place un groupe de travail sur la gouvernance publique distribuée. De fait, dans la plupart des pays, les administrations décrivent les résultats de la création d'organismes séparés des ministères comme positifs en termes d'efficacité et d'innovation, de rapprochement avec les citoyens et d'implication de ceux-ci, de création de partenariats entre administrations avec le secteur privé et la société civile. Toutefois, les priorités ont évolué, passant de la création de nouveaux organismes à la recherche d'un meilleur équilibre entre l'obligation de rendre des comptes et l'autonomie, la gestion des performances et le renforcement de la capacité de pilotage des ministères. De la gestion des intrants à la gestion contractuelle axée sur les résultats, la cohérence de l'action administrative constitue désormais un défi important.

<http://www.oecd.org/FR/home/0,,FR-home-769-nodirectorate-no-no-no-11,00.html>

► EUROPE

Un réseau sur les services publics en Europe

Sur Internet, le site PROSPEUR (Premier Réseau Ouvert sur les Services Publics en EUROpe) administré par l'Université de Limoges, constitue la vitrine technologique d'un vaste programme de recherche européen sur « l'évolution des services publics et des fonctions publiques en Europe ». Les objectifs du programme sont d'étudier la reconnaissance des services publics par le droit communautaire (notions de « service d'intérêt général » et de « service universel »), la contribution des services publics à la mise en œuvre du concept de « cohésion territoriale », l'état des lieux, dans certains pays de l'Union Européenne et de l'Europe centrale et orientale, de l'organisation territoriale et administrative de l'État, du régime juridique des agents publics et du système de protection sociale de ces agents, enfin, l'influence du droit communautaire sur les fonctions publiques nationales et locales des États membres de l'Union, au travers de la conception communautaire « d'administration publique » et de la mise en œuvre du principe de libre circulation des agents publics en Europe.

<http://www.unilim.fr/prospeur/>

Livres... Rapports

▶ SUÈDE

L'état des lieux de l'État providence

Un rapport d'une commission indépendante mise en place par le gouvernement suédois fait le bilan des politiques sociales-démocrates au cours des années 1990. Il passe en revue les évolutions générales (santé, éducation, fiscalité, emploi, social, sécurité), les mutations intervenues pour certains groupes spécifiques (enfant, mères célibataires, handicapés, personnes âgées, immigrants, chômeurs, assistés sociaux), les changements opérés dans les services (protection de l'enfance, écoles, lutte contre le chômage, protection sociale, système de santé), l'état du maintien des programmes d'aide, enfin les transformations institutionnelles, administratives, politiques, économiques et démographiques. Parmi les principales conclusions du rapport, on relèvera l'accroissement du nombre de personnes en difficulté. La volatilité et la précarité des emplois ont eu en effet des conséquences négatives à la fois sur les finances publiques et la santé des personnes, surtout des femmes. En contrepartie, les auteurs du rapport soulignent la progression rapide des salaires, la baisse du taux de mortalité, l'éradication de la mortalité infantile et l'élévation du niveau général d'éducation.

Palme, Joakim. Welfare in Sweden : The Balance Sheet for the 1990s. Rapport. Welfare Commission. Stockholm 2002.

<http://www.social.regeringen.se/inenglish/publications/index.htm>

▶ UNION EUROPÉENNE

Réponses aux défis de la mondialisation

Qui conduit la mondialisation aujourd'hui? Comment se traduit le double défi du maintien des équilibres du système monétaire et financier et du développement des pays? Comment relever ce défi? Telles sont les principales questions mises de l'avant dans les discussions nationales et internationales et liées très étroitement au grand débat sur la gouvernance globale et les politiques de développement.

Avec comme point de départ une analyse des tendances actuelles de la mondialisation, ses avantages, ses défis et les forces qui la dirigent, la publication de l'Union Européenne (Affaires économiques et financières) met l'accent sur deux thèmes majeurs. D'abord, la réforme de l'architecture financière internationale comme réponse

aux crises financières globales; ensuite, le financement et la promotion du développement comme moyen de réduire les inégalités. Le rapport passe en revue les principales solutions proposées par la recherche universitaire, le milieu politique ou celles émanant des organisations non gouvernementales. À partir de ce bilan, il propose une base de discussion tant au niveau européen qu'au niveau international.

European economy. Special Report. No 1. 2002. Responses to the challenges of globalisation. Office for publications of the EC. 110pp.

http://europa.eu.int/comm/economy_finance/publications/european_economy/

▶ ÉTATS-UNIS

L'avenir des métropoles américaines

En réaction aux difficultés engendrées par l'étalement urbain des dernières années, une pensée innovante a émergé à travers les États-Unis. Ce nouveau concept, appelé « croissance raisonnée », se fonde sur l'idée que la forme et la qualité du développement métropolitain en Amérique ne sont plus vraiment souhaitables et que la croissance des zones métropolitaines emprunteraient des voies radicalement différentes si les politiques gouvernementales sur l'aménagement du territoire, les infrastructures ou la fiscalité étaient entièrement révisées. L'auteur fait le point sur l'état de la croissance raisonnée et plus généralement de la pensée en matière de développement des métropoles aux États-Unis. Il souligne les effets de la démographie et de l'économie sur les zones urbaines (centre-ville, banlieues, nouvelles communautés, minorités). Il décrit l'influence des politiques actuelles sur la décentralisation excessive des personnes et des emplois et comment une stratégie de « croissance raisonnée » pourrait amener un développement « à taille humaine ». Il conclut en identifiant les principaux défis du développement durable des communautés urbaines.

Katz, Bruce. Smart Growth : The Future of the American Metropolis. Centre for Analysis of Social Exclusion. London School of Economics. CASE enquiries. CASEpaper 58. July 2002.

<http://sticerd.lse.ac.uk/case/publications/casepapers.asp>

▶ FINLANDE

Finances publiques et politiques sociales

Le principal défi à relever en matière de politique économique dans les prochaines années est de sauvegarder à la fois les politiques sociales et les équilibres financiers publics dans un environnement économique en mutation constante. Telle est la conclusion d'une étude du ministère des Finances de Finlande qui analyse en profondeur

les causes des ces bouleversements : les changements démographiques, la mondialisation et la technologie. S'agissant du vieillissement de la population, il peut entraîner une réduction de la force de travail, donc une baisse de la croissance, érodant ainsi la base de l'État providence, alors même que la demande, par exemple en santé, augmente. La mondialisation, elle, contribue à la croissance par l'ouverture de nouveaux marchés et la modernisation de l'économie nationale, mais elle fragilise le marché domestique et rend l'emploi très volatile. Le développement des technologies s'est accompagné d'un transfert des investissements vers les industries fortement productives et d'une valeur ajoutée accordée à la compétence et à l'apprentissage permanent. Cette tendance va se poursuivre, exigeant des adaptations de la fiscalité pour préserver cet élan.

Economic and Economic Policy Surveys. A Sustainable Economy: the Foundation of Welfare. Ministère des Finances de Finlande. Helsinki. 3/2002.

<http://www.vn.fi/vm/english/index.html>

► CANADA, SUÈDE, ÉTATS-UNIS *Typologies des politiques de l'État providence*

L'ouvrage de Gregg M. Olsen, professeur associé à l'Université du Manitoba, dessine un panorama complet des principaux modèles et typologies de l'État providence. Il présente les questions, controverses et théories qui ont caractérisé les politiques sociales-démocrates (assistance sociale, couverture santé, assurance-chômage, politiques de l'emploi ou de la famille) à travers une étude comparative de trois pays : les États-Unis, la Suède et le Canada.

En raison du laisser-faire libéral américain, de son fort taux de pauvreté et d'inégalité et de son manque d'ambition en matière sociale, les États-Unis semblent à la traîne. À l'inverse, la social-démocratie suédoise a souvent été désignée comme l'archétype en matière de politiques égalitaires et sociales. Le «social libéralisme»

canadien se situe à mi-chemin entre les deux modèles. L'auteur souligne les évolutions de l'État providence dans ces trois pays en montrant qu'elles ne peuvent s'expliquer par un seul facteur, tel que la culture ou l'économie et en constatant que l'État providence suédois a mieux résisté aux forces de la mondialisation que ses pendant canadien et américain.

Olsen, Gregg M. The Politics of the Welfare State: Canada, Sweden, and the United States. Oxford University Press. Canada 2002.

<http://www.oup.com/ca>

► FRANCE *L'État peut-il réussir ses réformes?*

L'ouvrage porte sur le processus des réformes (comment les faire?) et non sur le contenu. L'auteur passe en revue les diverses étapes, depuis le phénomène déclencheur jusqu'à l'évaluation en passant par le diagnostic, le « cap de la réforme », la concertation et le débat public. Après avoir porté un œil critique sur les réformes des 40 dernières années en France, et observé ce qui se passe ailleurs, il analyse les raisons des échecs et des succès. Il identifie ce qui constitue à ses yeux les principaux obstacles qui se dressent devant les réformateurs en France : le manque de « stratégie du changement » parmi les hommes politiques, le dogmatisme des partis politiques, les syndicats qui ne se comportent plus comme des forces de proposition, l'élitisme de la société française et surtout le rôle de l'État lui-même.

Fort de ces enseignements, il propose un ensemble de principes et de règles simples pour réussir les réformes et il conclut en soulignant que l'intégration européenne est sûrement le vecteur le plus efficace d'introduction des réformes en France.

Quême, Philippe. L'État peut-il réussir ses réformes? Pour un nouveau souffle. L'Harmattan. Paris 2002.

L'Observatoire de l'administration publique a été créé en 1993 par l'ENAP, un établissement membre de l'Université du Québec. L'Observatoire recueille, analyse et évalue l'information disponible à travers le monde en matière d'administration publique et de gouvernance. • **VIGIE** est une lettre bimestrielle. Elle se veut un outil de diffusion des résultats des activités de veille menées par l'Observatoire et ses partenaires. Ces résultats sont présentés sous forme de nouvelles brèves, cinq fois par année. Ses principales sources sont : la liste de diffusion *Obsvigo*; le Service des bibliothèques de l'ENAP; des listes de diffusion gouvernementales; Optique (PUMA-OCDE); les travaux de recherche de l'Observatoire.

Pour plus d'information ou si vous avez des renseignements à nous transmettre, contactez :

Nicolas Charest, coordonnateur à la veille, (418) 641-3000, poste 6549

Courriel : nicolas_charest@enap.quebec.ca

<http://www.enap.quebec.ca/enap-fra/observatoire/obs-mission.html>

